

<h1>1986</h1>	Source : <i>Cahiers marxistes</i> , N° 139/140 - janvier/février 1986
---------------	--

REFORMISME D'HIER ET SOCIAL-DEMOCRATIE D'AUJOURD'HUI

Marcel Liebman

Il est difficile d'imaginer aujourd'hui que le terme même de social-démocratie a autrefois évoqué les plus grandes espérances du socialisme. C'était le temps où, sous l'égide du marxisme officiel, le mouvement ouvrier allemand, la *social-démocratie* allemande, engrangeait, à la veille de la Première Guerre mondiale, des succès retentissants et riches, semblait-il, des plus grandes promesses. En peu d'années, et malgré l'arsenal des lois et des mesures de persécution dirigées contre lui, il était devenu la principale force politique du plus puissant Etat d'Europe continentale. Force politique dont attestait le million de ses adhérents, la masse de ses électeurs, ses députés au Reichstag dont le groupe y était, et de loin, la fraction la plus importante. Une force syndicale où se retrouvaient des millions de membres. Une organisation où paraissait s'incarner, tout à la fois, le génie d'une nation et l'irrésistible ascension d'une classe. Une puissance intellectuelle aussi qu'exprimaient les voix, rarement convergentes mais toujours prestigieuses, de Karl Kautsky, de Rosa Luxemburg, d'Eduard Bernstein, de Rudolf Hilferding et de bien d'autres. Trotsky, rétrospectivement, en témoigne dans ses mémoires : « Pour nous autres, Russes, la social-démocratie fut mère, l'éducatrice, le vivant modèle »¹.

LES RAISONS D'UNE FASCINATION

Les socialistes russes n'étaient pas seuls à penser ainsi. Rare étaient ceux qui échappaient à la fascination de cet exemple et même de ce titre repris au modèle allemand dans bien des pays, que ce soit la Russie elle-même, la Hollande, les Etats scandinaves et, pour ce qui de l'Angleterre, par l'organisation de Hyndman.

Les victoires remportées par le mouvement ouvrier allemand n'expliquaient pas, à elles seules, une telle aura. Une autre considération jouait encore que l'on avait d'ailleurs

de bonnes raisons de croire liée à la première. La social-démocratie était une option parlante, cohérente jusque dans sa diversité, une voie lumineuse éclairant l'avenir du prolétariat organisé dans un pays industriel. Mobilisés, encadrés, éduqués, les travailleurs franchissaient sous son égide les premiers pas sur la voie de la transformation sociale. Bien des questions restaient ouvertes - à commencer par celle-ci, décisive :: « Réforme ou révolution ? » - mais l'activité sociale et politique de la classe ouvrière, préfigurant une expression qu'en un autre temps et pour un autre modèle Gramsci allait imposer, semblait révéler une irrésistible force hégémonique au sein même de la société capitaliste. La question du « grand soir », telle que la posait l'anarchisme, s'en trouvait bouleversée. La citadelle bourgeoise s'offrait, en maugréant, au grignotage de ses fossoyeurs. A quel rythme progressait ce travail de sape ? Devrait-il un jour être prolongé par un assaut frontal ? Les progrès du mouvement socialiste donnaient à beaucoup de ses dirigeants et de ses partisans l'illusion que cette interrogation n'avait, somme toute, qu'un caractère académique. Les tensions étaient vives entre un révisionnisme décrié mais influent, et une orthodoxie aux allures radicales mais aux choix plus modérés. Et la voix, parfois prophétique de Rosa Luxemburg dénonçait avec éloquence les collusions entre la « droite » bernsteinienne et le « centre » kautskyste. A quoi s'ajoutait sa condamnation d'une organisation tombant, déjà, dans les pièges du bureaucratisme conservateur. Mais cette critique de gauche pouvait offrir, à sa manière, une démonstration supplémentaire de la profonde richesse, théorique et pratique, de la social-démocratie dans son ensemble.

Toutes modalités et tous courants réunis, cette social-démocratie entendait miner la société bourgeoise de l'intérieur. Et la distinction entre tendance réformiste et tendance révolutionnaire était moins nette qu'il peut sembler aujourd'hui. Ce n'est pas seulement que la nébuleuse centriste dissimulait ou enjambait les coupures. Ni que les progrès du mouvement concret paraissaient exclure l'urgence de l'action proprement révolutionnaire. Il y avait encore et surtout la conviction que cette dernière s'étalait sur une période relativement longue, ce qui rendait improbable ou superflue une solution de continuité ou qui, pour d'autres, en reculait l'échéance. A beaucoup, la question de la révolution et de la réforme se posait en termes peu tranchés et les changements qu'entraînerait (et qu'entraînait déjà) l'action du mouvement socialiste offrait la garantie d'une transformation fondamentale du monde. Avec une telle certitude, le problème des moyens (légalisme ou non, usage ou refus de la violence) perdait son importance.

Cette évolution donnait au réformisme - le réformisme déclaré et, plus encore, le réformisme discret - une certaine légitimité. En consentant à une certaine modération

¹ L. Trotsky : *Ma Vie*; Gallimard, Paris, 1953, p. 222.

dans l'expression de sa nature et en évitant les formulations provocatrices d'un Bernstein, il réussissait à engager l'ensemble de la social-démocratie dans un mouvement auquel il ne manquait que l'étiquette. Celle-ci demeurait suspecte et quelquefois frappée d'anathème. Mais la réalité elle-même était plus accommodante.

On pouvait à l'époque résumer ainsi la nature du réformisme qui dominait le mouvement ouvrier européen : la volonté d'aboutir à une transformation sociale profonde et même à la suppression du capitalisme, et ce en empruntant les voies graduelles, légales et pacifiques. Il est vrai que bien des social-démocrates allemands, à commencer par Kautsky et Bebel, affirmaient quelquefois - mais de plus en plus rarement - que les moyens les plus radicaux pourraient s'avérer nécessaires pour surmonter la résistance de la bourgeoisie. Mais une telle échéance leur paraissant hypothétique et lointaine et surtout abstraite. Elle n'avait aucune portée dans la détermination de la politique pratique et de la stratégie réelle. On prévoyait une contre-offensive réactionnaire. Celle-ci se préparait, en effet. Mais, du côté social-démocrate, nulle réplique n'était concrètement envisagée.

Jusqu'à la Première Guerre mondiale, la justification de ce choix tenait à la puissance grandissante de la classe ouvrière. Elle donnait l'impression de partir, par le biais de ses organisations, à la conquête de l'Etat. Pour importants que fussent ses progrès, ils n'assuraient cependant pas l'imminence d'un tel événement. La forme précise que prendrait la conquête du pouvoir étatique pouvait donc demeurer encore dans le vague. Négativement, l'orthodoxie social-démocrate avait récusé le ministérialisme, c'est-à-dire l'acceptation de responsabilités gouvernementales au sein d'un exécutif bourgeois. Positivement, c'était le règne d'espoirs d'autant plus grands qu'ils étaient fondés sur l'imprécision. La question de l'agent social qui introduisait le socialisme ne semblait, elle, susciter aucun doute. Bernstein était un des rares théoriciens à supposer qu'il fallait le chercher ailleurs que dans la seule et l'unique classe révolutionnaire : le prolétariat industriel. Par contre, le problème des instruments institutionnels était posé avec moins de netteté. Certes, le *parti* remplissait une fonction décisive compris dans ses articulations avec les organisations syndicales. M l'Etat ? Personne n'avait encore examiné le rôle qu'il jouerait, une f admise - et aussitôt évacuée - l'interrogation anxieuse qu'aurait et dû susciter sa vocation répressive. Silence aussi sur tout ce qui cernait la « période de transition ». Et la formule de « dictature du prolétariat » n'avait pratiquement pas été élaborée depuis que Marx Engels en avaient esquissé la nature.

TOUT CHANGE EN 1914

Tout change en 1914 et, plus encore, dans la phase terminale de la guerre. La collaboration patriotique conduit la social-démocratie - ou plutôt *les* social-démocraties - à une double évolution qui s'accroîtra toujours davantage : son enracinement dans la classe ouvrière, sans disparaître, va lui sembler susceptible d'un élargissement dirigé vers les classes moyennes et, en particulier, vers le monde des fonctionnaires ; d'autre part, l'entrée de ministres socialistes dans des gouvernements bourgeois (ou, comme ce fut le cas en Allemagne à partir novembre 1918, dans des gouvernements respectant et défendant le système capitaliste) a contribué à poser enfin - et dans des termes nouveaux - le problème de l'Etat. Déjà, l'économie de guerre avait pour effet d'accroître l'interventionnisme administratif. Encore et surtout : la démocratisation des lois électorales et la présence régulière de représentants socialistes aux sommets de l'exécutif devaient nécessairement bouleverser les conceptions stratégiques en vigueur jusqu'alors. Dorénavant, la social-démocratie et, plus généralement, le réformisme, allaient faire de l'Etat un des principaux leviers de leur politique. Augmenter sa puissance parlementaire, développer les services gérés par l'Etat, multiplier le nombre de ministres socialistes, favoriser l'application d'une législation sociale « progressiste » et faire bénéficier de la protection de l'Etat les organisations syndicales furent désormais les objectifs du mouvement ouvrier, dans une de ses composantes essentielles. Une telle évolution devait aussi conduire à une redéfinition du réformisme : son gradualisme et son loyalisme pacifique devenant des données si évidentes qu'on pouvait se dispenser de les proclamer, c'est le phénomène de *l'intégration dans l'appareil d'Etat* qui en devint la caractéristique la plus notable. En même temps, se consommait la rupture avec le mouvement communiste international dont l'enfantement avait été de pair avec les débuts de l'« étatisation » sociale-démocrate.

Nous n'allons pas analyser ici la signification de la Révolution russe et des répercussions qu'elle eut dans le monde, et dans le monde ouvrier en particulier. Une chose est cependant claire : elle fut à la fois la cause et la conséquence de la crise profonde dans laquelle la guerre de 1914-1918 entraîne la social-démocratie en Allemagne et ailleurs en Europe. Pour un temps, cette social-démocratie allait s'identifier avec un patriotisme poussé jusqu'à la contre-révolution, l'un et l'autre placés sous le signe de la collaboration de classes. Les horreurs d'un interminable carnage et les désillusions d'une paix décevante eurent pour résultat de donner à cette collaboration une étiquette infâmante, du moins aux yeux des révolutionnaires et des socialistes radicaux et, la lutte fratricide aidant, aux yeux des communistes, cela va de soi.

Or, la condamnation politique et surtout morale de la social-démocratie n'a pas favorisé la compréhension du phénomène. Pour s'en convaincre, il suffit de songer à l'expression dont, en certaines périodes et dans certains milieux, elle a été affublée :

« social-traîtres ». Cas extrême de polémique haineuse ? Sans doute. Il reste que la social-démocratie - et son cas n'est naturellement pas unique - a fait l'objet parmi les marxistes et les socialistes radicaux d'un jugement et d'une condamnation relevant souvent d'un mélange de passion et d'éthique. Une telle attitude déforce l'analyse sérieuse de la logique et de la dynamique du réformisme et, singulièrement, des contradictions auxquelles il se heurte. Ainsi, face à l'option révolutionnaire, le choix légaliste et graduelliste a offert toutes les apparences d'une solution de facilité. D'un côté, l'héroïsme, de l'autre, la prudence. Dans un camp, l'énergie héroïque, dans l'autre, la modération pusillanime. Et sur un autre plan, d'une importance capitale pour le socialisme : face au communisme qui en appelle à l'action des masses, il y a le réformisme social-démocrate qui, au mieux, leur tourne le dos et, plus souvent qu'à son tour, les trahit, les écrase, purement et simplement.

Que de simplismes dans cette présentation à peine caricaturée. Ce n'est pas qu'elle soit « injuste » envers la social-démocratie. Il y a infiniment plus grave : elle en dissimule la véritable nature ; elle occulte sa dynamique, autant que ses limites ; elle tait la réalité d'un bilan contrasté, fait de succès incontestables et d'un essoufflement compliqué. d'anémie. Il n'y a pas, face à face, la « difficulté révolutionnaire » et la « facilité social-démocrate ». Il y a, dans la voie réformiste, émaillant son parcours et y entravant toute percée, une série impressionnante d'embûches, d'obstacles et de pièges, fort différents de ceux qui menacent la stratégie révolutionnaire, mais, à leur manière, guère moins considérables. Pour les surmonter, il a fallu déployer, non pas quelques « ficelles » tactiques à la portée d'un politicien médiocre ou d'un terne bureaucrate, mais les ressources infinies de l'audace et de l'imagination. Il n'est meilleur moyen, pour s'en rendre compte, que d'examiner le problème des rapports entre le Parti social-démocrate et les masses ouvrières. Un tel examen gagne en clarté si, en un premier temps, on saisit l'organisation réformiste² au moment de sa croissance et de ses succès les plus marquants. Mieux encore et plus précisément, la démonstration est plus éclairante lorsqu'une telle croissance et de tels succès sont liés à l'intervention vigoureuse des masses prolétariennes. De ce point de vue, l'histoire du mouvement socialiste belge est riche d'enseignements. On jugera cet exemple un peu mince. C'est perdre de vue l'importance qu'eut le « cas belge » au tournant du siècle. Ce n'est pas un hasard si les deux grandes revues théoriques de la social-démocratie allemande, la *Neue Zeit* de Kautsky et les *Sozialistische Monatshefte* de Bernstein consacrèrent aux grèves générales belges des controverses fréquentes et acerbes. C'est que, en même temps, et sur un plan européen, Rosa Luxemburg cherchait à justifier l'action des masses, distincte mais non pas hostile, à celle de l'organisation. Le débat était alimenté, à l'Est, par les

² On peut considérer que, dans cet article et sauf indication contraire, « réformiste » et « social-démocrate », peuvent, du moins à une certaine époque être tenus pour synonymes.

premiers soubresauts de la révolution russe et, à l'Ouest, par la répétition massive des tumultes où depuis une dizaine d'années allait s'illustrer la classe ouvrière de Belgique. Pour un petit pays et un (relativement) petit parti, un grave problème et un grand débat.

LE P.O.B. EN 1885

Lorsque le Parti ouvrier belge naît, en 1885, il n'est guère plus qu'un sigle politique, un lieu de rassemblement hypothétique, une anticipation sur un avenir possible; tout sauf une réalité présente digne de la vocation et des ambitions qu'il affiche. Dans un pays où les progrès industriels sont plus rapides que partout ailleurs sur le continent européen, le prolétariat, sous-informé et surexploité, tarde à se mobiliser. Rien de plus impressionnant que cette masse qui se concentre autour des puits de mine, des entreprises métallurgiques, des verreries et des usines textiles. Rien de moins politisés que ces centaines de milliers de travailleurs analphabètes. Dans la partie sud de la Belgique, là où se trouvent les grands centres de développement économique, cet apolitisme doit être pris dans un sens précis : le rejet de la politique, le refus de voir dans le recours à des moyens politiques la réponse à la misère, même quand celle-ci est tenue pour injuste et insupportable. Cette attitude, commune à beaucoup d'ouvriers, n'est pas étrangère à l'influence exercée par le proudhonisme, y compris dans ses expressions les plus radicales. Car dans les bassins miniers et industriels, où la première Internationale a connu un certain succès autour de l'année 1870, l'agitation est récurrente. Elle prend la forme de grèves, peu ou pas programmées, lancées sans tenir compte de la conjoncture. Grèves mal dirigées, peu coordonnées, ce qui n'empêche pas leur féroce répression. Il leur arrive même d'éclater et de se développer sans la moindre revendication. Un *mouvement* social ? Des cris de colère plutôt, dont le plus strident, le plus violent, se produit en 1886. Des régions entières s'enflamment, littéralement. Manifestations tumultueuses, destructions matérielles et pillages, auxquels participent des dizaines de milliers d'ouvriers, sont le prélude à une tuerie où la sauvagerie des forces de l'« ordre » s'exprime sans retenue. Rien de moins politique que ces émeutes auxquelles le Parti ouvrier, à peine naissant, assiste passif, inquiet et mécontent. Il tiendra désormais pour désastreuse la répétition possible d'un tel événement.

La jeune formation, plus ébauchée que constituée, ne voit son avenir que dans l'organisation progressive et systématique d'une classe devenue capable, sous son égide, d'obtenir des réformes qui transforment ou améliorent sa condition. Et de tels changements sont jugés impossibles sans une législation sociale que l'Etat, inspiré par un libéralisme rigide, refuse systématiquement de promouvoir. Comment le contraindre à sortir d'une passivité que la bourgeoisie encourage de toutes ses forces ? Il n'y a pas d'autre voie que l'action politique, c'est-à-dire la pression sur les institutions

gouvernementales et parlementaires. Certes, le Parti ouvrier entend bien encourager l'autoprotection des travailleurs par le biais de mutuelles d'assurance, de coopératives d'achat et de syndicats. Mais l'axe principal de sa stratégie vise l'Etat dont il faut surmonter la résistance. Et comment y réussir si la classe sur laquelle les socialistes veulent s'appuyer est privée de tout droit politique. La *conquête du suffrage universel* sera dès lors l'objectif essentiel du mouvement qui se met en place. Malheureusement, l'obstination conservatrice n'est pas le seul obstacle auquel il se heurte. Il y a aussi l'indifférence des ouvriers eux-mêmes, leur scepticisme anarchisant vis-à-vis des vertus de l'action politique, confondue avec l'action institutionnelle.

L'histoire du P.O.B. pendant les premières dizaines d'années de son existence est celle d'une double réussite : il parvient à éveiller la conscience de classe du prolétariat industriel et à orienter son militantisme vers la conquête du suffrage universel; il exerce en outre sur les gouvernements une pression qui les contraindra à des concessions importantes dans le domaine social et économique et sur le plan politique. Le laisser-faire inconditionnel de l'Etat bourgeois vole en éclats et le peuple se voit enfin concéder le droit de prendre massivement part aux élections.

Or, ce double résultat - politisation de la classe ouvrière allant de pair avec son organisation autonome et réformes arrachées au pouvoir - est la récompense d'une dynamique, pénible, imparfaite, profondément contradictoire, mais réelle et relativement efficace par laquelle parti et masses ébauchent leurs rapports et leur articulation. La conquête de réformes importantes et prometteuses par un mouvement qui, malgré une occasionnelle rhétorique révolutionnaire, ne cache pas son réformisme foncier, une telle conquête, avec ses incontestables succès et ses limites étroites, est le fruit de ce mécanisme. En tant qu'organisation de type social-démocrate « classique », le P.O.B., à l'époque de son ascension, illustre bien les difficultés, le fonctionnement, les progrès, mais aussi le grippage de la logique réformiste.

UNE CONTRADICTION VIVIFIANTE ET PÉRILLEUSE

Une logique essentiellement *dialectique*. Voilà un parti dont les fondateurs - un « état-major sans troupes » comme dira l'un d'eux craignent, peut-être par dessus tout, le renouvellement des troubles populaires de 1886. Un parti dont bien des leaders entretiennent des relations privilégiées - politiques et personnelles - avec des libéraux auxquels l'anticléricalisme les lie et qu'ils seront fréquemment conduits à traiter comme des intermédiaires avec le pouvoir aux mains des catholiques. Des leaders pour qui, fondamentalement et dans la plupart des cas, il s'agit d'amener l'Etat à assouplir sa conduite et à négocier avec eux. La négociation, cependant, l'adversaire - l'ennemi de

classe : mais cette expression est trop brutale pour avoir les faveurs ces hommes - la refuse. Face à ces ministres inaccessibles, que sont et que pensent ces « agitateurs », ces « discoureurs », plus dérisoires que vraiment dangereux ? D'où la nécessité pour la direction social-démocrate de *s'imposer*, directement ou indirectement, comme plénipotentiaires à prendre au sérieux. Et chaque fois que des contacts se nouent, que des pourparlers, directs ou indirects, s'esquissent avec le pouvoir, le succès, même le plus modeste, n'est possible que si, dans leur jeu, les chefs du Parti ouvrier disposent d'atouts irrécusables. Ces chefs ont vite fait de comprendre que sans la présence, le rassemblement et *l'action* des masses, ils n'obtiendront rien, car ils ne *sont* encore rien. Aucun groupe influent n'appuie leurs démarches ; aucune arme autre qu'une rhétorique humaniste, ne figure dans leur arsenal ; nulle initiative n'est concevable qui puisse impressionner les gouvernants et, moins encore, les faire fléchir. Incapable de convaincre, l'état-major réformiste, dans sa quête de réformes qui sont sa raison d'être , ne peut que menacer et très vite, cette menace va se préciser et prendre corps: la menace de la *grève générale*.

Paradoxe, ou plutôt contradiction : ce parti dirigé par des *modérés*, pour développer sa stratégie *modérée*, graduelle, foncièrement *réformiste*, n'a d'autre ressource que de montrer les dents et de se radicaliser. Car la grève générale, empruntée aux slogans et aux mythes anarchisants, a de quoi effrayer les social-démocrates autant, et peut-être davantage que la bourgeoisie. Elle se confond avec les périls, ou les mirages d'une stratégie antipolitique, les prolétaires étant appelés, pour se libérer, à croiser les bras, plutôt qu'à déposer un bulletin dans l'urne, conviés à user de leur force *économique* (fût-elle d'inertie) plutôt qu'à revendiquer des droits *politiques* ceux-là mêmes que le Parti ouvrier tient pour essentiels.

Il y a autre chose et il y a plus grave : cette grève générale, si tant est qu'on puisse y recourir, peut-elle s'accommoder d'une organisation qui rende impossible des débordements « extrémistes » ? Conçue comme instrument de pression en vue d'une négociation, est-elle contrôlable par les candidats négociateurs ? Sans ce contrôle, le moyen perdrait toute utilité et se retournerait contre ceux qui songent à l'utiliser. Et si, dès 1889, la direction social-démocrate belge déclare que, pour obtenir ce suffrage universel et *en dernier recours*, elle est prête à proclamer la grève générale, elle entoure cet ultimatum de maintes nuances qui, toutes, expriment ses hésitations, ses craintes et ses espoirs. Hésitations devant ce qui lui paraît être un saut dans l'inconnu; craintes de tout perdre dans l'aventure, y compris les troupes qu'elle commence seulement à rassembler, à les faire retomber dans le découragement et l'apolitisme; espoirs que ses injonctions feront tant d'effet sur les gouvernants qu'elles suffiront à les faire reculer, la dispensant ainsi de dégainer une épée à double tranchant. Mais, encore une fois,

l'ultimatum ne peut impressionner que si, déjà, les militants se mobilisent, que si les manifestations se préparent et que la grève générale elle-même s'organise. Et comment y réussir sans que le radicalisme, à tout le moins verbal, entretienne la colère populaire ? Pendant des années, les dirigeants social-démocrates n'auront d'autre choix que d'alterner les discours les plus modérés et les appels les plus téméraires.

Voici comment, par ailleurs, j'ai cru pouvoir résumer cette contradiction vivifiante et périlleuse où le réformisme social-démocrate a dû s'engager, vaille que vaille, et à son corps défendant, pour se *constituer en force politique véritable* : « une génération entière de leaders et de militants, de 1885 à la Première Guerre mondiale, va devoir se débattre entre des sollicitations contradictoires : entretenir une revendication et presque une mystique (c'est-à-dire le suffrage universel) -; nourrir les enthousiasmes et, en même temps, les contrôler; avancer pas à pas, négocier, afficher parfois l'intransigeance et favoriser souvent le compromis; alimenter l'espoir et faire, en permanence, appel au réalisme; s'en remettre à l'énergie quasi-révolutionnaire et au bon sens quasi-conservateur; susciter les ardeurs et calmer les impatiences; vilipender l'adversaire sans s'en faire un ennemi; ménager ses alliés tout en les houspillant; rassembler des forces avec l'espoir de ne jamais les utiliser; louvoyer, louvoyer, louvoyer encore, tout en offrant l'impression de représenter la révision électorale (c'est-à-dire le suffrage universel) irrésistiblement en marche et la révolution elle-même. Quel programme ! Et que d'habileté, que de souplesse, que d'intelligence nécessite cette action continue, continuellement menacée par l'obstination bourgeoise et continuellement hypothéquée par la pression prolétarienne »³.

Non, l'option social-démocrate n'était pas, face au choix révolutionnaire, une solution de facilité ! L'examen des grèves générales organisées par le Parti ouvrier belge en 1893, 1902 et 1913 suffit pour s'en convaincre. Résumons-en brièvement les péripéties et les enseignements.

A chaque fois que le mouvement est lancé, l'initiative en revient aux masses. La colère les pousse et l'impatience. Le Parti ouvrier n'a que trop bien réussi à les persuader de l'importance du suffrage universel. Le prolétariat industriel se mobilise et se politise en faisant de la réforme électorale plus qu'un objectif . une cause sacrée qui permet les plus grandes espérances et justifie les plus grands sacrifices. Face à cette poussée, la social-démocratie, et certainement ses sphères dirigeantes, temporisent le plus longtemps possible et ne lancent le mot d'ordre de grève générale qu'une fois que celle-ci a été spontanément déclenchée par de larges secteurs de la classe ouvrière.

³ M. Liebman : *Les socialistes belges (1885-1914); la révolte et l'organisation*, Editions Vie Ouvrière, Bruxelles, 1979, p. 76.

L'action entamée s'accompagne, en 1893 et en 1902, de graves désordres que les cadres du jeune parti tentent vraiment d'empêcher.

L'effervescence populaire que les forces de l'ordre répriment pousse les dirigeants social-démocrates à hâter la fin du mouvement avant que celui-ci n'ait atteint ses objectifs. Chaque fois, des pourparlers secrets en font, comme l'a souligné à l'époque Rosa Luxemburg, les otages du parti libéral, jouant le rôle d'intermédiaire avec le gouvernement. Et chaque fois aussi, les travailleurs les plus décidés protestent avec l'énergie du désespoir contre le « lâchage » de leur état-major. En 1893, quand les conservateurs acceptent une concession majeure sous la forme du « suffrage universel tempéré par le vote plural »⁴, cet état-major présente cette demi-victoire comme un triomphe complet. En 1902, une défaite pure et simple est attribuée à l'influence exagérée des « extrémistes », et le Parti ouvrier s'emploiera désormais à « domestiquer » la grève générale, à en placer le déroulement sous son contrôle exclusif. Il y réussit en 1913. Mais il se montre moins efficace vis-à-vis du gouvernement qui se refuse à concéder le suffrage universel pur et simple.

LA BOURGEOISIE SOUS PRESSION

Il reste qu'en toutes circonstances et qu'à chacun de ces épisodes, l'action de centaines de milliers d'ouvriers a paralysé les régions industrielles du pays. Il reste aussi que la bourgeoisie belge s'est ainsi trouvée sous la pression quasi-permanente d'un prolétariat que la social-démocratie a radicalisé et endigué, augmentant son tonus revendicatif et le décourageant tour à tour. Sa crédibilité politique dépendait de la puissance acquise par un mouvement dont il se méfiait et qu'il entendait bien limiter ; sa capacité de négociation se mesurait à l'ampleur d'une action qui, tout à la fois, lui insufflait sa force et le menaçait dans sa stratégie réformiste. Le bilan de ces mécanismes est profondément contradictoire : la social-démocratie organise et politise la classe ouvrière ; elle contribue puissamment à en faire un agent du changement social ; elle arrache à l'Etat nombre de concessions importantes qui améliorent la condition et le statut du prolétariat. Mais les limites de ces réalisations sont étroites : quoi qu'on ait pu dire, et quelquefois penser, l'obtention de ces réformes par des méthodes, où une lutte menée avec réticence et des négociations entamées à la hâte sont étroitement liées, ne constitue pas une étape vers l'abolition du capitalisme. Dans ce cas, la social-démocratie, si habile à organiser son essor et à renforcer la classe ouvrière, échoue et offre aux ambitions du réformisme classique un double démenti : ses progrès se sont souvent accomplis par le recours à des méthodes infiniment plus dures que sa philosophie modérée et légaliste ne le

souhaiterait ; ces mêmes progrès, pour précieux qu'ils fussent, n'ont pas ouvert la voie au socialisme. Bien au contraire, l'occupation d'un certain terrain au sein de l'appareil d'Etat a rapidement entraîné la social-démocratie à s'y intégrer. Elle s'est alors dispensée de faire appel à ce levier puissant et compromettant qu'était l'action des masses. Ses assauts, considérés jusqu'en 1914 comme un mal nécessaire, deviennent, après la Première Guerre mondiale, lorsque apparaît et se consolide une social-démocratie de gouvernement, une social-démocratie « responsable », un mal presque absolu. Nulle part dans l'Europe des années 20 et des années 30, on ne verra les partis réformistes favoriser ou tout simplement permettre l'action offensive des masses. Le Front populaire ne sera jamais, à cet égard, qu'une stratégie défensive soucieuse de cantonner la classe ouvrière dans son rôle d'appui et d'auxiliaire électoral.

Est-ce un hasard si la social-démocratie perdra alors sa force de contestation ? Le réformisme épuîsera ses ressources sous le double effet de la crise économique et de la substitution de la pression purement institutionnelle à celle, autrefois encouragée et freinée, des travailleurs les plus actifs. Et quand, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, un vent de réformes soufflera en Europe, la social-démocratie, discréditée en 1914 et vaincue dans les années 30, ne pourra entretenir l'espoir de sa renaissance qu'en s'illusionnant sur sa force et sur son avenir. Certes, elle tirera gloire des nationalisations et de l'établissement, dans de nombreux pays, d'un système d'assurances sociales, hâtivement confondu avec le « Welfare State ». Et sans doute, ses représentants, s'appuyant quelquefois sur les communistes, seront fréquemment placés à des postes de commande de l'Etat. Mais ces succès, d'ailleurs temporaires, ne récompensaient pas les mérites de la social-démocratie elle-même. Ils étaient dus surtout à une défaite, très provisoire, d'une droite discréditée par l'aventure fasciste et contrainte à la défensive par les victoires conjuguées de l'Union Soviétique et de la Résistance.

UNE ÈRE NOUVELLE

Ainsi a été inaugurée une nouvelle ère pour la social-démocratie. C'en est fini de sa formulation originelle et en quelque sorte classique. Plus question d'accumuler des réformes, fût-ce par la voie légale, qui aboutissent à la transformation de l'Etat et, moins encore, à l'abolition du capitalisme. Le réformisme d'autrefois, marqué par Kautsky, est mort. Ce qui en tient lieu et place, c'est une stratégie, dont l'inspirateur véritable est le non-socialiste Keynes, et qui poursuit des objectifs dont la modestie eût étonné Bernstein lui-même. Rien ne reflète mieux l'altération de l'ambition sociale-démocrate que la

⁴ Ce système accorde le droit de vote à toute la population, mais offre des voix supplémentaires,

politique étrangère pratiquée par ses diverses directions nationales. Avant 1914, en un temps où elle était encore une option crédible, elle mobilisait la classe ouvrière pour défendre la paix contre l'impérialisme en qui Lénine n'était pas seul à voir le « stade suprême du capitalisme ». Le discrédit, mieux l'opprobre qui sanctionna son échec, fut à la mesure des espérances qu'elle avait suscitées. Entre les deux guerres, elle réduisit ses prétentions ; elle ne fut, face au fascisme, qu'un adversaire passif et impuissant. Les lendemains de la Deuxième Guerre mondiale furent plus désastreux encore : la politique étrangère de la social-démocratie gagna en efficacité, mais ce fut tout bénéfique pour le capitalisme américain qui bénéficia de la caution démocratique qui lui fut offerte par les P.H. Spaak, les Blum, les Bevin et bien d'autres. Et si les aberrations de la politique soviétique justifiaient les plus vives critiques, la voie du neutralisme ne tenta jamais aucun leader du néo-réformisme. Sur le plan colonial : le « réformisme classique », au sein de la IIe Internationale, n'avait jamais tranché le débat entre adversaires systématiques du colonialisme et ceux des socialistes qui visaient surtout à son humanisation. La social-démocratie d'entre les deux guerres ne prêta aucune attention à un problème que l'actualité ne mettait pas à l'avant-plan. A l'époque d'une guerre froide dans laquelle ses représentants choisirent avec enthousiasme le camp des Etats-Unis, la dégénérescence du vieux réformisme amena nombre de partis social-démocrates à porter secours au colonialisme. Leur haine supposée de la violence ne les empêcha pas de se précipiter dans les aventures les plus sanglantes où, plus que quiconque, s'illustra Guy Mollet.

La politique étrangère n'est qu'une partie d'un ensemble, une forme particulière de la politique tout court. Sur les ruines d'un humanisme socialiste qui avait mis ses espoirs dans l'arbitrage international et dans la S.D.N., les néo-réformistes investissent l'O.T.A.N. d'une mission démocratique et quasi civilisatrice. Parallèlement et sur le plan de la politique intérieure, le même réformisme - dans sa version contemporaine - se rabaisse au niveau d'un étatsisme sans nuance qui, depuis longtemps déjà, rendait certains de ses représentants très sensible aux thèses de l'Etat fort⁵. La défaite, en 1945, des régimes autoritaires écarta ces tentations suicidaires. Mais, au lendemain de la guerre et pour toute une génération, elles prirent corps dans la défense d'une politique de concertation entre le capital et le travail où l'Etat devait intervenir pour corriger un rapport de forces qui risquait de profiter au patronat de manière trop voyante. Initiant une législation sociale protectrice, en principe, des plus faibles, imposant une fiscalité destinée toujours en principe, à redistribuer les revenus, proposant que l'Etat ait la haute main sur une oeuvre économique de modernisation, les social-démocraties, pour concrétiser leurs

notamment aux propriétaires et aux pères de famille.

⁵ Ce fut le cas, à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, du Belge De Man et du Français Déat, qui significativement, allaient lâcher le socialisme et sombrer dans la collaboration.

intentions, n'hésitèrent pas à pratiquer une politique des revenus, à exercer des pressions diverses sur les partenaires sociaux, les organisations syndicales ne bénéficiant sur ce chapitre d'aucune bienveillance.

La conséquence est incontestable : le *réformisme – nouvelle – formule* ne peut porter à son actif *aucune réforme* importante. Non pas que de telles réformes n'eussent jamais été réalisées ; mais plus souvent qu'à leur tour, elles furent le résultat d'autocorrections que la société bourgeoise crut nécessaire d'apporter à son fonctionnement. Le cas de la planification est, de ce point de vue, tout à fait probant. Un *réformisme sans réforme*, tel est le bilan que suggère la social-démocratie d'aujourd'hui. Si prompt à se targuer d'un réalisme qu'il oppose aux rêveries de ses contempteurs, il étale, depuis de longues années, les symptômes d'une anémie chronique sur le terrain même qu'il s'était choisi pour démontrer ses vertus. Et ce qui est vrai des réformes profondes et menant au socialisme est vrai aussi pour les progrès électoraux dont on imaginait autrefois qu'ils ouvrirent les portes du Saint des Saints parlementaire.

Il y a bien des causes à cette impasse, à ce démenti que le réformisme apporte à lui-même. Contentons-nous d'en citer une. Elle est importante parce qu'elle confronte la social-démocratie d'aujourd'hui à celle d'hier. Les social-démocrates d'autrefois ont rempli un rôle historique dont les insuffisances ont éclaté en 1914. Mais le jugement ne peut s'arrêter à cette constatation négative - encore qu'essentielle. Apparue en un temps où le prolétariat commençait seulement à se concentrer et où son éveil à la conscience de classe était encore timide, en un temps où les énormes carences de ses institutions naissantes en faisaient un instrument docile de la bourgeoisie, la social-démocratie, toutes tendances réunies (majorité réformiste, minorité révolutionnaire), a arraché les travailleurs au désert social. Ce faisant, elle a - mérite incontestable - contribué à les constituer en classe. Empêtré dans mille contradictions, alliant des talents de journalistes, d'agitateurs, de gestionnaires, rassemblant hommes de culture, militants et hommes d'organisation, la social-démocratie « classique » a doté les prolétaires de maintes institutions sans lesquelles l'indépendance de classe, fondement indispensable de la conscience de classe, eût été impossible. C'était la base nécessaire et insuffisante de la victoire socialiste. C'est la raison pour laquelle, non sans frictions et malgré d'innombrables tensions, la classe ouvrière s'est largement identifiée avec sa social-démocratie.

SACRILÈGE, L'ACTION EXTRAPARLEMENTAIRE

La guerre, épreuve cruciale de vérité qui n'admet ni les confusions ni les atermoiements, a clairement démontré que cette base institutionnelle - organisations sociales,

économiques, culturelles et politiques - ne constituaient pas un tremplin vers des conquêtes plus décisives. Bien au contraire, elles furent autant de freins chaque fois qu'il parut possible à la classe ouvrière, de plus en plus organisée, de livrer assaut aux positions capitalistes. Gestionnaires, souvent efficaces, des institutions socialistes, les héritiers du réformisme devinrent des gestionnaires, souvent agressifs, de l'Etat bourgeois. Ils ne reculèrent pas toujours devant l'usage de la force pour répliquer aux actions prolétariennes dirigées contre l'ordre établi. Noske, qui avait assumé contre les Spartakistes, le rôle de « chien sanglant », ne fut pas très loin de trouver un émule en la personne du social-démocrate français Salengro qui, en 1936, menaça les ouvriers français en grève d'user contre eux de la force armée. A peu près dix ans plus tard, son compatriote et camarade de parti, Jules Moch, passa aux actes en lançant contre les mineurs du Nord de la France le poids de la gendarmerie et de l'armée.

Toute action extraparlamentaire fut désormais jugée, non seulement risquée, mais sacrilège. La conséquence la plus importante d'une telle évolution fut de priver la social-démocratie d'une arme, difficilement maniable, rarement utilisée, mais, théoriquement au moins, utilisable : l'action des masses. Cette arme bannie, il ne restait, dans l'arsenal néo-réformiste, que ce sabre de bois que constitue la poussée électorale. Car, sauf en quelques périodes tout à fait exceptionnelles, l'espoir de remporter des succès électoraux se traduisit par un affadissement complet des programmes social-démocrates, la chasse à l'électeur flottant ne pouvant que favoriser un centrisme de plus en plus timide. Certes, une rhétorique socialiste rappelant les espoirs d'autrefois, fut quelquefois maintenue dans les Chartes et les Déclarations de principe. Mais ce semblant de fidélité relevait, lui aussi, d'une tactique plus ou moins centriste puisqu'elle visait à conserver l'adhésion de militants et d'électeurs nostalgiques des audaces, réelles ou supposée du passé.

Confronter, en dernière analyse, le réformisme de la vieille social-démocratie à la nature de sa version contemporaine conduit à une triple constatation :

1) Les réformistes d'hier, ceux du moins qui préféraient au parrainage compromettant d'un Bernstein, l'inspiration plus discrète de Kautsky, loin de récuser une étiquette radicale, considéraient comme toujours possible, bien qu'hypothétique et lointaine, le recours à l'arme révolutionnaire. Il faut noter, à ce propos, que la révolution était alors envisagée comme un moyen de réplique éventuelle à une initiative de la bourgeoisie réactionnaire. La révolution ? Soit. Peut-être. Pas dans un avenir prévisible. Et, en outre, à usage purement défensif.

2) Les réformistes d'hier (ou d'avant-hier !), à l'exception des plus ouvertement droitiers, pour donner force à leur pression, ou tout simplement pour se constituer en réalité politique sérieuse, misaient sur l'organisation de la classe ouvrière, et même, éventuellement, sur son intervention active et militante sur la scène politique. L'utilisation et le contrôle des masses posaient un problème difficile ; ils étaient un des principaux facteurs de la problématique et de la dynamique social-démocrates, notamment dans son action *en direction* de l'Etat bourgeois. Après en avoir forcé l'entrée, la social-démocratie a de plus en plus agi *au sein de cet Etat*, renonçant progressivement à toute idée de le transformer pour ne plus songer qu'à en renforcer le rôle, surtout dans le domaine économique. Dès lors que l'appel aux masses, ou la simple menace d'un tel appel, était abandonné, la tactique social-démocrate ne visa plus qu'à opérer des grignotages plus ou moins avantageux au sein d'une société néo-capitaliste, dont l'« économie mixte » faisait la part relativement belle aux gestionnaires issus de ses rangs : la guerre de positions imaginée par Gramsci... avec la guerre en moins.

3) Les conséquences de cette évolution ce ne fut pas seulement le renoncement à toute perspective socialiste, au sens où l'entendaient les fondateurs du socialisme et les premiers réformistes. Faute d'atouts qu'elle avait éliminés de son jeu, la nouvelle social-démocratie perdit sa capacité à réformer durablement et profondément le système capitaliste lui-même. Tout au plus, espère-t-elle instaurer, au niveau gouvernemental, un processus d'alternance qui permet généralement à la droite de défaire ce qu'a fait la gauche quand ses initiatives dérangent quelque peu les classes dominantes. Plus souvent, cette droite conserve, des initiatives prises par ses timides adversaires, ce qui lui semble être, en définitive, utile à ses propres intérêts à long terme. Et tout aussi souvent, un souci de modération et une volonté d'apaisement poussent la « gauche au pouvoir » à pratiquer une politique que la droite la plus lucide et la moins démagogique ne songe pas sérieusement à désavouer.

Le réformisme d'antan ayant rempli sa mission historique, n'est plus aujourd'hui que l'ombre de lui-même : un souvenir, un fantôme, une nostalgie. La nostalgie, ridicule ou poignante, de ce qui a été et de ce qui sera plus.